

Taxer les millionnaires ? La parole aux « riches »

A l'approche des élections, l'impôt sur la fortune revient au centre du débat politique. Qu'en pensent les personnes qui seraient directement concernées par cette taxation ? « Le Soir » leur a posé la question.

DOMINIQUE BERNIS

Trois partis francophones – le PS, le PTB et Ecolo – ont inscrit dans leur programme électoral l'introduction d'un impôt sur les hauts patrimoines. Au sein de la société, le sujet fait débat. Et les opinions divergent.

Mais qu'en pensent ceux et celles qui seraient concernés ? Nous avons lancé des perches, passé des coups de fil à des « riches », parfois très riches et d'autres qui le sont nettement moins – car les seuils d'imposition proposés, de un million d'euros chez Ecolo à cinq millions au PTB, sont relativement bas. Beaucoup n'ont pas souhaité nous répondre, même en off, c'est leur droit. Quelques autres ont bien voulu partager leur opinion. Manifestement, l'impôt sur la fortune n'est pas leur tasse de thé. Mais tous n'y sont pas opposés...



« C'est paradoxal, mais la proposition du PTB me paraît a priori plus raisonnable », explique Yves Jongen. © BELGA.

« En quoi dire "taxer les riches" va changer la vie et l'avenir ? »



Fabienne Bister a dirigé pendant plus d'un quart de siècle la moutarderie Bister, avant de revendre la PME familiale en 2019 à un jeune entrepreneur belge.

« En campagne électorale, allez-y pour la démagogie ! », lance-t-elle. « C'est tellement facile de dire qu'on va taxer les riches. Et d'ailleurs, qui sont-ils ? Est-on ultra-riche avec un million d'euros ? Avec cinq millions ? J'ai hérité de 11 % de la moutarderie. Le reste, je l'ai acquis par mon travail. J'ai pris des risques. Voilà pourquoi j'ai un peu de patrimoine, tout en étant bien en dessous du seuil du PTB. Un tel impôt rapporterait des cacahouètes par rapport au budget de l'Etat. Et que ferait-on avec cet argent ? Surtout : en quoi ça va changer la vie et l'avenir ? Robin des

Bois qui prend aux riches pour donner aux pauvres, c'est très gentil. Mais sans changer le système, ce n'est pas intéressant. Ce qui manque dans les programmes de ces partis qui proposent un impôt sur les prétendus hauts patrimoines, ce sont des solutions qui permettent d'améliorer la situation de tous. Car le problème en Belgique, et plus généralement en Europe de l'Ouest, c'est que le travail, les efforts, la sueur, les longues journées ne sont pas bien récompensés. Voilà ce qu'il faut changer pour avoir un vrai impact sur le bien-être des Belges à l'avenir. » D.B.

**ENTRETIEN
D.B.**

Yves Jongen, cofondateur de l'entreprise IBA, est favorable à l'introduction d'un impôt sur la fortune. Cet ancien cadre de l'UCLouvain est à l'origine de l'une des *success stories* industrielles wallonnes. Il dirige le Centre de recherche du cyclotron de 1971 à 1986 quand il fonde, avec Pierre Mottet, la société IBA, pour commercialiser l'accélérateur de particules à usage thérapeutique qu'il a développé avec son équipe à l'UCL. La petite spin-off est devenue un leader mondial de la protonthérapie, utilisée dans le traitement du cancer. Yves Jongen y est toujours coadministrateur délégué et membre de l'équipe de direction.

A ses yeux, taxer les hauts patrimoines se justifie pour des raisons d'équité et de cohésion sociale. Il ne

s'agit pas de « faire payer les riches », nous a-t-il expliqué, mais de rééquilibrer la pression fiscale : il n'y a pas de raison que le travail soit plus taxé que le capital (1).

PS, PTB et Ecolo ont mis l'impôt sur les hauts patrimoines à l'agenda électoral. Qu'en pensez-vous ?

Je vous surprendrai peut-être mais, philosophiquement, je suis plutôt favorable à l'impôt sur la fortune, étant essentiellement motivé par un souci de sérénité sociale. Selon une étude assez récente, qui m'a impressionné, les peuples les plus heureux sont ceux du nord de l'Europe et, en particulier, des pays scandinaves. Parmi les facteurs explicatifs figure le sentiment d'une société qui fonctionne bien, disposant d'un bon filet social et considérée comme étant assez équitable. Je suis actuellement en déplacement aux Etats-Unis et je vois, par exemple, le nombre de sans-logis. Il est vrai que mes amis américains payent moins de taxes que nous en Belgique, et en Europe en général. Mais, personnellement, je me soucie de vivre dans une société harmonieuse, disposant notamment d'un véritable filet de sécurité sociale.

Un impôt sur la fortune pourrait-il contribuer à rendre notre société plus équitable ?

Oui, parce que les revenus du capital sont moins taxés que les revenus du travail. Cela nourrit un sentiment d'injustice. Un impôt sur les hauts patrimoines montrerait aux Belges qu'ils vivent dans une société qui est juste. A condition de s'entendre sur sa finalité : assurer que les revenus du capital soient, globalement, taxés de la même manière que les revenus du travail. Le but n'est pas de « tuer » les grosses fortunes.

Pour quelle formule – celle du PTB, du PS ou d'Ecolo – voteriez-vous ?

Il faut séparer deux questions. D'abord, est-on d'accord avec le principe de l'impôt sur la fortune ? Je vous l'ai dit : à titre personnel, je le suis. Je précise que je ne m'exprime pas comme l'un des dirigeants d'IBA. Je ne suis pas le porte-parole de mes amis. Ensuite, quelles devraient être les modalités, les seuils et les taux ? J'ai regardé les propositions des différents partis. C'est paradoxal, mais la proposition du PTB me paraît *a priori* plus raisonnable. Cependant, au-delà de cette impression, j'insiste sur l'objectif qui, pour moi, devrait être poursuivi : rééquilibrer le taux d'imposition entre les revenus du capital et les revenus du travail. C'est en fonction de cet objectif que les modalités de l'impôt sur les hauts patrimoines devraient être fixées, en tenant compte du fait que les revenus du capital sont déjà imposés.

Nombreux sont ceux, dans votre milieu, qui s'opposent à l'imposition des grandes fortunes et justifient leur position en expliquant que les plus riches quitteraient le pays et/ou n'y investiraient plus...

Lorsque nous avons créé la société IBA avec mes partenaires, je n'avais jamais pensé à devenir riche. J'avais envie de créer des emplois de qualité en Wallonie. J'avais passé deux ans en Californie, à l'université de Berkeley. C'est là que m'est venue l'idée de créer une entreprise. On m'offrait une place de pro-

fesseur associé. Mais je me suis dit que ce serait assez injuste dans la mesure où tout ce que j'avais appris, tout ce que j'avais reçu, toutes mes compétences, c'est le contribuable belge qui l'avait payé. D'abord, les études universitaires. Mais aussi la direction d'un laboratoire de recherche à l'UCL, financé sur fonds publics. Utiliser mes compétences pour créer une entreprise en Californie me paraissait manquer de reconnaissance. Et j'ajouterais qu'IBA reste une société différente. Certes, nous devons enrichir nos actionnaires sinon ils iraient mettre leur argent ailleurs. Mais ce n'est pas l'objectif exclusif. Créer des emplois de qualité en est un autre ; de même qu'aider des patients souffrant du cancer. Et nous distribuons la même somme en dividendes aux actionnaires et en contribution bénéficiaire au personnel. A ceux qui disent qu'une entreprise, c'est toujours « tout pour l'actionnaire », je réponds qu'on peut, comme IBA, viser un équilibre entre tous les *stakeholders*, toutes les parties prenantes.

Peut-être faudrait-il agir à l'échelle européenne, notamment pour limiter ou mettre un terme à la concurrence fiscale que mènent les différents Etats-membres et qui a pour conséquence de réduire la facture fiscale pour les grandes entreprises et les plus aisés ?

Je suis tout à fait d'accord. La limite est là, dans notre Europe imparfaite où les pays utilisent la fiscalité pour attirer les investissements. Fondamentalement, en matière fiscale et dans bien d'autres domaines, il faut favoriser une Europe plus intégrée.

Pensez-vous que le travail est trop taxé en Belgique ?

Oui, tout à fait. Spécialement les petits salaires. Et cela crée des pièges à l'emploi car, pour certaines personnes, quitter le chômage n'offre aucun avantage. Il me semble logique qu'on augmente la pression pour que les chômeurs trouvent du travail. Mais il faut aussi que le travail paie mieux.

Partagez-vous l'opinion que l'Etat dépense trop ? Autrement dit, que la priorité devrait être accordée à la réduction des dépenses publiques ?

Je pense que les deniers publics pourraient être mieux gérés. Que des gains d'efficacité sont possibles ; et certaines économies sans doute également. Mais, personnellement, je ne suis pas partisan de réduire les services aux citoyens. En particulier, je ne suis pas favorable à ce que l'on fasse de grandes coupes dans la sécurité sociale.

Vos amis riches ne seront peut-être pas très heureux de vous voir prendre une position qui semble minoritaire dans votre milieu...

Peut-être ne seront-ils pas très heureux. Mais je pense qu'ils resteront mes amis. Ils me connaissent pour ce que je suis.

(1) Une étude de l'OCDE, publiée à l'automne dernier, montre que, dans la quasi-totalité des pays de l'organisation (dont la Belgique), les revenus du capital sont moins taxés que les revenus du travail, même si l'on intègre l'impôt des sociétés. Cf. *The taxation of labour vs. capital income: a focus on high earners*, OECD Taxation Working Papers n°65, 2023.